

Les sociétés financières et non financières y contribuent à hauteur de 43,6%

Un PIB de plus de 1.100 milliards DH à fin 2018

Kawtar Tali

ktali@aujourd'hui.ma

Les sociétés financières et non financières ont créé 43,6% de la richesse nationale en 2018. Ce constat a été fait par le Haut-Commissariat au Plan au titre des comptes nationaux des secteurs institutionnels de l'année 2018. Bien que cette contribution soit en légère amélioration par rapport à une année plus tôt, les sociétés financières et non financières continuent de préserver leur positionnement en tant que premier producteur de la richesse nationale. Ces sociétés ont disposé de 14,9% du revenu national brut disponible, ont contribué pour 55,3% à l'épargne nationale et pour 56,8% à l'investissement. Pour leur part, les ménages et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) ont vu leur contribution au PIB se rétracter légèrement par rapport à une année auparavant. Leur part est ainsi revenue à 29,5% en 2018 contre 29,7% en 2017. La contribution des administrations publiques au PIB s'est établie à 15,1%, en repli de 0,3 point par rapport à 2017. Il est à noter que l'économie nationale a enregistré au titre de l'année 2018 un Produit intérieur brut de 1.106,8 milliards de dirhams, en amélioration de 4,1% par rapport à une année plus tôt. Le revenu national brut disponible s'est par ailleurs inscrit en amélioration. Il s'est en effet apprécié de 2,7% pour atteindre les 1157,7 milliards DH. Se référant au HCP, «cette évolution résulte de la hausse de 2,6% du revenu brut disponible des sociétés financières et non financières ainsi qu'à la hausse de 3,2% pour les ménages et ISBLSM et 1,4% pour les administrations publiques». S'agissant des contributions des secteurs institutionnels au revenu national brut disponible, le HCP relève une part de 62,5% pour les ménages et les ISBLSM, une participation de 22,6% pour les administrations publiques et 14,9% pour les sociétés avec 2,2% pour les sociétés financières.



Le revenu disponible des ménages par habitant grimpe à 20.279 DH

Le revenu disponible brut des ménages s'est chiffré à 714,2 milliards DH en 2018. Le HCP relève dans ce sens une contribution de 47,5% de la rémunération des salariés. «Le revenu mixte, y compris l'excédent brut du service de logement, a contribué au revenu disponible brut des ménages de 42,5%, alors que les revenus de la propriété nets, les prestations sociales et autres transferts nets y participent de 25,8%», peut-on déduire de la note d'information du HCP qui souligne à cet effet une contribution négative de 15,8% des impôts sur le revenu et le patrimoine et les cotisations sociales. Le revenu disponible des ménages par habitant a progressé sur ladite période. Il a atteint à fin 2018 les 20.279 dirhams contre 19.852 dirhams une année auparavant. Le pouvoir d'achat des ménages s'est situé à 0,4 point et ce suite à l'augmentation de 1,8% des prix à la consommation en 2018. S'agissant du taux d'épargne des ménages, une régression a été observée en 2018, et ce suite à une progression plus importante des dépenses de



L'année 2018 a été marquée par une forte augmentation de la dette intérieure des administrations publiques. Elle a affiché un flux net de l'ordre de 35,5 milliards DH en termes des émissions nettes de bons du Trésor en 2018 contre 24,4 milliards DH en 2017.

consommation finale (4,3%) par rapport à celle du revenu disponible brut (3,2%). Ainsi, le taux d'épargne des ménages s'est situé à 114%, en baisse d'un point par rapport à 2017.

La détérioration de l'épargne nationale confirmée

Se situant à 305,4 milliards DH, l'épargne nationale a affiché en 2018 une détérioration. Le repli est évalué à 1,3% par rapport à la même période de l'année précédente. «Les sociétés financières et non financières ayant contribué pour 55,3%, les ménages et ISBLSM pour 27,7% et les administrations publiques pour 17%», explique le HCP à cet effet. La formation brute du capital fixe s'est située pour sa part autour de 315 milliards DH, en hausse de 3,4%. Les sociétés y ont contribué à hauteur de 56,8%, contre 25,2% pour les ménages et ISBLSM et 18% des administrations publiques. Le HCP fait ressortir également un besoin de financement de la

nation de 65,6 milliards DH. Il a ainsi représenté 5,9% du PIB contre 3,5% une année plus tôt. «Cette hausse a été le produit du creusement des besoins de financement des sociétés non financières de 19,3 milliards DH, ceux des administrations publiques de 5,5 milliards DH et de la détérioration de la capacité de financement des ménages et ISBLSM de 4,6 milliards DH», apprend-on du HCP. Et de préciser que «les sociétés financières ont connu une amélioration de leur capacité de financement passant de 13,6 milliards en 2017 à 15,1 milliards DH en 2018».

La dette intérieure des administrations publiques consolidée

Les recours des crédits bancaires des sociétés non financières s'est poursuivi en 2018. Le flux net des crédits qui leur a été accordé s'est établi à 11,4 milliards DH contre 38,6 milliards DH en 2017. L'année 2018 a été marquée par une forte augmentation de la dette intérieure des admini-

nistrations publiques. Elle a affiché un flux net de l'ordre de 35,5 milliards DH en termes des émissions nettes de bons du Trésor en 2018 contre 24,4 milliards DH en 2017. En parallèle, l'endettement extérieur de ce secteur a enregistré un flux net de l'ordre de -1,8 milliard DH en 2018 au lieu de 3,5 milliards DH l'année précédente. Le HCP indique par ailleurs que l'endettement des ménages auprès des banques a marqué une hausse passant de 17,5 milliards DH en 2017 à 23,7 milliards DH en 2018. «Le flux net des dépôts a connu ainsi une baisse remarquable, passant de 50,6 milliards DH en 2017 à 33,9 milliards DH en 2018», peut-on lire dans la note du HCP. Il ressort également que la participation des sociétés financières au financement de l'économie a connu une forte amélioration. Se référant aux données formulées par le HCP, le flux net des crédits accordés par ce secteur a atteint 64,8 milliards DH en 2018 contre 34,5 milliards DH l'année précédente. Les dépôts auprès de ces établissements se sont également appréciés. Leur flux s'est établi à 74,9 milliards DH en 2018 contre 77,5 milliards DH l'année passée.